

Communistes

Lien d'échanges et de communication

Sur le vif



Jacques Fath
membre de l'Exécutif
national du PCF

Combien sommes-nous sur cette planète à espérer et à vouloir changer la vie? À ne plus pouvoir accepter ce que l'on appelle ici le néolibéralisme et là-bas, au Sud comme on dit, l'ajustement structurel? Ce sont les mêmes politiques.

Dans un remarquable ouvrage, « Grandir à Nima (Ghana) » (éditions Khartala), Martin Verlet, chercheur à l'Institut de recherche pour le développement, démontre les effets destructeurs de l'ajustement: ruine des protections sociales, chômage, déqualification et

disqualification sociale des salariés, désagrégation des familles, délinquance et criminalité comme symptômes de la dislocation sociale... C'est la société qui s'en trouve déstructurée avec une précarité, une vulnérabilité de masse. Et pour beaucoup, il n'y a plus que l'émigration, cet exil violent et sous contrainte: le travail salarié - et le travail tout court - sont en effet bien trop rigides pour l'exigence de mobilité et de flexibilité d'un capital qui choisit ceux qu'il exploite et ceux qu'il rejette, et souvent les deux à la fois.

Lorsque Nicolas Sarkozy s'insurge contre le tribunal de Bobigny qui, dit-il, n'a condamné personne à la prison suite aux émeutes de novembre 2005, il dicte son choix et montre ses valeurs: acceptez le coût social de l'ajustement néo-libéral ou bien le prix de la répression... ou, là aussi, les deux à la fois.

Chercher à construire une union populaire pour faire réussir la gauche sur un projet antilibéral, ce n'est donc pas la quête d'un petit bonheur cocooning au sein du village gaulois.

**“ Nous sommes
quelques milliards ... ”**

Nous sommes quelques milliards. Nous sommes de ce qui bouge et de ce qui fait sens pour l'avenir des peuples et singulièrement des plus déshérités. Nous sommes pleinement de ce mouvement « alter », internationaliste, de résistances, de mobilisations, de créativité sociale nouvelle. Il n'y a d'ailleurs plus de Nord ni de Sud politiques. Nos convergences et nos intérêts communs sont progressivement en train de nous faire gagner ensemble la possibilité de changer le monde. On appelle ça espoir.

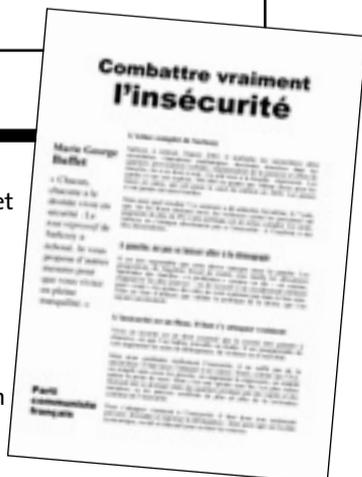
Pour desserrer les contraintes, pour offrir des réponses politiques à la hauteur, il faudra plus que de « raisonnables » réformes contre un système dévastateur qui s'universalise, qui frappe et qui fait la guerre. L'exigence est à l'audace dans les idées et à l'ambition dans le rassemblement de toutes les énergies pour l'égalité, pour les libertés, pour un développement durable et solidaire dans la sécurité et la paix. ■

Servez-vous

Modèle de tract disponible sur le site Internet

Combattre vraiment l'insécurité

Le Conseil national met à disposition chaque semaine une aide à la communication de proximité, composée d'un dossier et de plusieurs projets de tracts, maquetés au format bureautique. Ils sont disponibles et téléchargeables sur Internet (www.pcf.fr rubrique « tracts »).



En campagne !



Le Conseil national du PCF appelle les communistes à créer partout des comités locaux d'initiatives populaires et à s'y investir pour construire une véritable alternative à gauche. Il lance, en même temps, une campagne d'été pour répondre à l'urgence sociale qui frappe les milieux populaires. Une nouvelle réunion du Conseil national est prévue le 11 juillet.

Solidarité Palestine

Ce soir à 18 h 30, un rassemblement de solidarité avec le peuple palestinien

est organisé à l'appel de nombreuses organisations, dont le PCF, pour dénoncer les massacres israéliens à Gaza et agir pour une solution juste et durable au Proche-Orient (rendez-vous: Esplanade des Invalides devant le ministère des Affaires étrangères).

Pour que vive l'Humanité

Samedi 17 juin

au siège du journal (métro Saint-Denis Basilique), journée de débats et d'initiatives pour la sauvegarde et le développement de l'Humanité

Fête de l'Humanité

La vignette, c'est parti!



Premier rendez-vous national de la diffusion

Mercredi 28 juin à 18 h 30

au siège du Conseil national en présence de Marie-George Buffet et Patrick Le Hyaric



Conseil national du vendredi 9 juin 2006



Rapport de Patrice Bessac

Chers amis, chers camarades,
Chacun sent bien que la situation est très complexe, très contradictoire. C'est une période de tous les possibles. Nous avons

devant nous d'immenses enjeux et une immense responsabilité. Mon rapport portera donc essentiellement sur le rassemblement et la préparation des prochaines échéances électorales.

I - La situation internationale

La situation au Proche-Orient. D'abord, la décision de l'Union européenne de couper l'aide à la Palestine est injuste et contre-productive. Injuste, car cette décision punit les victimes, le peuple palestinien. Contre-productive, car l'arrêt des aides contribue à fragiliser encore plus les très fragiles institutions palestiniennes que l'Union européenne cherche à construire et à consolider depuis douze ans. Cette décision intervient dans un contexte où l'initiative du Président Abbas ouvre la voie à une relance du processus de paix. Vous le savez, un appel des principaux prisonniers politiques palestiniens de toutes tendances, dont le Fatah avec Marwan Barghouti et le Hamas, a été publié. Ce texte appelle à un gouvernement d'Union nationale autour de trois objectifs. Un, la création de l'État palestinien, y compris dans les territoires occupés, sur la base des frontières de 1967, conformément à la décision 242 du Conseil de sécurité de l'ONU et donc la reconnaissance implicite de l'État d'Israël. Deux, l'arrêt des attentats à l'intérieur des frontières israéliennes. Trois, le réexamen des méthodes de luttes. Le Président Abbas a proposé de constituer sur cette base un gouvernement d'Union nationale. Le Hamas pour le moment refuse de reconnaître Israël. Le Président Abbas soumettra donc à réfé-

rendum les bases de l'Union nationale.

Cette référence appuyée aux résolutions des Nations unies, le fait que la Ligue arabe ait depuis longtemps affirmé une normalisation possible des relations régionales par la reconnaissance des frontières de 1967, la détermination du Président Abbas, tout cela est très important pour l'avenir de la paix dans cette région. Nous sommes donc dans un moment clé de mobilisation nécessaire et intense des partisans de la paix en Palestine et en Israël.

La situation en Amérique latine. Dans bien des pays d'Amérique latine, les aspirations à des changements politiques réels s'expriment aujourd'hui avec plus de force, après plusieurs dizaines d'années de crise, de politiques d'ajustement structurel, de privatisations, de déréglementations, de pressions sur les budgets sociaux.

Dans des contextes très différents, des luttes et des mouvements sociaux se développent et mettent en cause les politiques néolibérales et les modes de gestion qui ont conduit jusqu'ici à l'exacerbation des inégalités, au recul des droits sociaux, à la précarité, à l'extension de la pauvreté... jusqu'aux couches sociales que l'on dit moyennes qui sont ainsi frappées par des reculs de moins en

moins acceptés ou perçus comme une fatalité.

Dans le sous-continent latino-américain, cette évolution s'affirme avec une évidence et une insistance qui montre, au-delà de situations nationales très différentes, à quel point les politiques de gestion libérale de la crise du capitalisme mondialisé atteignent certaines limites et se heurtent à de vives contradictions.

Gardons-nous de généraliser abusivement. Les résultats électoraux obtenus dernièrement, tant dans les pays d'Amérique latine qu'en Europe, témoignent qu'il n'y a évidemment ni recette miracle, ni mécanique simple en politique. Constatons simplement comment la période que nous traversons est singulièrement celle d'expériences très diverses et de nouvelles recherches de réponses politiques dans lesquelles la gauche, ou les gauches, mais aussi d'autres forces parfois populistes - voire pire - cherchent à jouer un rôle.

Il y a donc des risques et des incertitudes mais la force des attentes sociales - c'est particulièrement visible en Amérique latine - constitue un atout majeur pour imposer des changements et, en l'occurrence, avancer vers plus de souveraineté, de démocratie, de justice mais aussi de coopérations voire d'intégration régionale contre les dominations. ■

II - La situation politique et les objectifs du PCF

J'irai droit au but. Nous savons ce que nous voulons, nous savons pourquoi nous combattons. Nous voulons battre la droite en 2007, chasser du pouvoir une majorité violente qui agit contre la démocratie, contre le peuple, dans l'intérêt du seul profit de quelques-uns. Nous voulons battre la droite pour mener une politique de changement qui répondent aux attentes des hommes et des femmes de ce pays.

Le projet de Nicolas Sarkozy est un projet global, de remodelage en profondeur de la société française. Margaret Thatcher a produit des dommages irrémédiables pour la société britannique et pour le mouvement ouvrier. Après elle, difficile de refaire surface. Ce qui est à l'ordre du jour pour Nicolas Sarkozy, le lendemain de l'élection, c'est une politique extrême de destruction sociale, de casse de notre société. Sarkozy, c'est le Thatcher français. Céseda, le projet sur la délinquance juvénile, le CNE sont les prémices de l'accélération d'un projet d'une extrême gravité pour notre société.

Ce projet, c'est la division et le fractionnement de la société comme méthode de gouvernement. Ce projet, c'est une révolution conservatrice, non pas la conservation de l'ordre social actuel issu d'un compromis avec les luttes et les conquêtes sociales mais une rupture avec celui-ci.

Battre la droite, battre Nicolas Sarkozy est notre objectif, notre responsabilité

La droite est-elle battue ou pas? Sarkozy est-il battu ou pas? Cette politique de droite libérale extrême rassemble une partie du pays. Il y a un courant pro-Sarkozy qui est fort et uni. Et la gauche? Quel projet? Nous ne battons pas Nicolas Sarkozy en surfant sur la peur. Nous ne réussirons à battre la droite que si nous battons son projet dans l'opinion. Comme le 29 mai, comme pour le CPE, la clé réside dans la mobilisation majoritaire du peuple de gauche sur un projet de changement. La mobilisation de ces forces populaires et citoyennes permettra seule la victoire. C'est donc la mobilisation pour un projet de changement qui est la clé de l'élection. Et il n'y aura pas de changement dans ce pays sans rupture. Sans rupture avec le libéralisme. Sans rupture démocratique pour une VI^e République participative. Sans une gauche déterminée

et combattante, une gauche antilibérale, féministe, écologiste.

Oui, nous savons ce que nous voulons. Nous nous battons pour une majorité de changement. Nous voulons, par le rassemblement, gagner une majorité politique à gauche sur un projet transformateur.

Au Parti socialiste, le débat présidentiel fait rage

La compétition des candidates et des candidats est le pain médiatique quotidien. Les gazettes bruissent chaque jour de nouvelles déclarations plus acerbes les unes que les autres.

Comme en 2002, la fièvre des sondages et du star-system a envahi la bulle médiatique. On petit-déjeune avec Ségolène Royal, on déjeune avec Nicolas Sarkozy, on dîne sur TF1 et France 2, avec Ségolène Royal et Nicolas Sarkozy et avec un peu de chance le journal du soir de France 3 nous laissera un peu de répit. Vous aurez remarqué que chaque jour, ni au petit-déjeuner, ni au déjeuner, ni au dîner, ni le soir, vous n'aurez le plaisir de passer un court moment audiovisuel avec Marie-George Buffet.

Jean-Luc Mélançon s'en prenait, il y a quelques jours, à la pensée unique médiatique. Dans ces temps de pré-campagne, il y a le Club des invités permanent du 20 heures et le Club des exclus permanents. Alors, bienvenue Jean-Luc!

Sur le PS, reconnaissons tout de même que dans cette pré-campagne les idées ne manquent pas. Elles sont nombreuses. Et inquiétantes. Alors, que se passe-t-il au Parti socialiste? D'abord, il y a une réalité qui n'est pas nouvelle. Le Parti socialiste a une ligne majoritaire, un objectif. C'est le «réformisme de gauche», un blairisme «à la française». Il travaille sur cette ligne. Son projet, c'est l'alternance. C'est le système de la bipolarisation.

À propos du programme du PS

Dans ce contexte, comment apprécier le projet du Parti socialiste adopté ce mercredi 7 juin par le Bureau national. Je n'ai pas pu en prendre connaissance en totalité. Je souhaite livrer au Conseil national quelques éléments d'appréciation. Deux remarques donc.

Première remarque, le projet adopté fait écho aux revendications, à l'aspiration au changement. Les mesures marquantes de ce projet, l'affichage politique tient compte des difficultés du pays. C'est le cas du pouvoir d'achat, des salaires avec la proposition d'un Smic à 1500 euros. De l'emploi, avec la sécurisation des parcours de vie. C'est le cas pour les retraites. 60 % des retraités vivent avec moins de 900 euros par mois. Le projet socialiste propose l'abrogation de la loi Fillon, l'inscription du droit à la retraite à 60 ans, l'ouverture d'une négociation sur les retraites. C'est le cas de l'affichage sur les services publics avec la renationalisation d'EDF. C'est le cas en matière démocratique avec la proposition de nouveaux droits pour les salariés ou encore l'engagement pour une nouvelle République parlementaire.

Donc, le projet du Parti socialiste est en terme public, vous avez entendu les comptes rendus, les éditorialistes, ancré à gauche sur les mesures affichées.

Ma deuxième remarque. Il faut se poser la question, au-delà de l'affichage, quelle est la réalité de ces mesures? Comment les financer? Sont-elles efficaces? Il y a un problème de niveau de l'ambition et de financement des mesures.

• Un mot sur le Smic d'abord. La revendication des syndicats, la proposition de notre programme est 1500 euros tout de suite. Le projet socialiste, c'est 1500 euros bruts en cours de législature. Soit sur le chiffre une augmentation moyenne de 3,3 % inflation comprise. C'est à peine plus que la valorisation annuelle mécanique du Smic. En juillet, l'augmentation sera au alentour de 3 %. Sur le fond, la question des financements est la grande inconnue du projet socialiste. C'est la question cruciale des moyens financiers pour une politique alternative. Nous l'avons dit lors de la construction de notre programme: dire demain on rase gratis sans dire immédiatement comment financer une politique alternative, c'est de la poudre aux yeux. Or, la sécurisation de l'emploi, l'autonomie des jeunes, le développement du service public d'éducation et de la recherche, tout cela coûte cher.

Sur ce point, le projet socialiste fait une seule proposition avec la réforme de l'impôt sur le revenu (IR) par l'intégration de la

Contribution sociale généralisée (CSG). Nous pensons que cette mesure non seulement ne fait pas le compte mais est dangereuse. Elle conduit mécaniquement à la remise en cause de la progressivité de l'impôt sur le revenu qui est le seul système juste d'imposition: plus on peut payer, plus on paye. Elle conduit également à remettre en cause le financement mutualisé de l'assurance sociale, à le fiscaliser et donc à déresponsabiliser les entreprises dans le financement de la Sécurité sociale.

Deuxième problème sur le financement. C'est la question du marché financier, de la politique monétaire et de crédit, de la politique européenne. C'est un enjeu majeur pour une politique de rupture avec le libéralisme et pour mobiliser de nouveaux moyens financiers. C'est le rôle de la Banque centrale européenne. C'est le rôle et la place des banques et des institutions financières. La gauche, pour réussir, a besoin de promouvoir un nouveau modèle social européen, un nouveau type de développement.

- Sur le service public, nous sommes face aux mêmes contradictions. La renationalisation d'EDF est un point positif dans le projet du Parti socialiste. Le service public, c'est l'eau, les télécommunications, la poste, la santé. Le projet en reste à la notion de «missions de service public». Pas très éloigné des missions de service d'intérêt général de la Constitution européenne. Il faut mener le débat au fond. Les «missions de service public» sans entreprises publiques, ça ne marche pas. Les «missions de service public» avec la libéralisation continue, ça ne marche pas. Les «missions de service public» sans nouveaux droits pour les salariés, pour les usagers, pour les élus, ça ne marche pas. Nous avons besoin d'une gauche qui combatte l'emprise du marché sur les biens communs, sur le service public.

- Un dernier exemple avec la question de la politique de l'emploi. Le plein-emploi, pour les gens, c'est la fin du chômage. La réalité, dans le programme socialiste, le plein-emploi c'est la proposition de ramener le chômage à 5 % à horizon 2012. L'UMP fait la même proposition à horizon 2015. Nous voulons combattre le chômage, l'éradiquer et en même temps combattre la précarité, améliorer les conditions de travail, le révolutionner par la sécurisation de l'emploi et de la formation. En Grande-Bretagne, les 3 % de chômage, chiffres d'avril 2006, c'est en même temps des millions de salariés pauvres avec des jobs précaires et souvent plusieurs employeurs, sans couverture sociale. Le chômage a baissé au prix du sous-emploi, de la précarité et des très bas salaires. La gauche sur l'emploi est devant ses responsabilités. Enrayer le chômage, combattre la précarité, créer de l'emploi durable, créer de nouveaux droits avec la Sécurité d'emploi et de formation est notre responsabilité à gauche.

En résumé, ce projet du Parti socialiste est face à de très nombreuses contradictions. Un affichage de mesures à gauche. Un problème de niveau d'ambition comme sur le Smic. Et enfin de très grandes inconnues sur le financement. Soyons clairs, sans rupture, sans volonté claire face au libéralisme et aux marchés financiers, nous fonçons droit dans le mur.

Alors, nous voyons bien que cette stratégie, cette absence de volonté claire se heurte à des contradictions très profondes. Au sein du PS, le débat est intense et de même dans l'électorat et la population tout entière.

Des contradictions d'ordre économique et social. Je l'ai dit, dans l'état actuel de la mondialisation, il n'y a pas de marges pour une politique sociale qui resterait dans les clous de l'orientation sociale-libérale européenne. Économiquement, le blairisme «à la française» est une impasse, parce que cela ne ferait que continuer et aggraver la crise sociale.

Des contradictions aussi d'ordre idéologique et politique. Parce qu'il y a au Parti socialiste et dans le pays, un mouvement, des

forces importantes de contestation de l'ordre libéral, dont est le Parti communiste. Donc la pilule ne passera pas si facilement.

J'ouvre une parenthèse. Je crois qu'il faut être très attentifs de ce point de vue au mouvement d'adhésions en cours au PS. Dans ma fédération, Paris, le PS passe de 8155 adhérents à 18200. Dans les Hauts-de-Seine, 2820 nouveaux sur 1740 au 31 décembre. En Ille-et-Vilaine, 1628 nouveaux sur 976. C'est un mouvement massif et dans 35 fédérations socialistes, les nouveaux adhérents sont majoritaires. Qui sont-ils? Ils sont jeunes, plutôt masculins et issus des classes supérieures. 50 % sont des cadres d'entreprise, de la fonction publique ou issus des professions libérales contre 13 % dans la population générale. Un adhérent sur quatre se déclare de «centre gauche». Un quart est disponible pour se présenter sur une liste électorale quand seulement un sur dix est prêt à distribuer des tracts. Comparaison n'est pas raison, mais c'est par le même moyen, des adhésions à prix cassés, que Tony Blair a pris en 1994 la majorité du Old Labour contre les TUC, les syndicalistes. Il n'est pas possible de tirer une conclusion brutale de ces faits. Il faut cependant, je crois, avoir conscience de cette réalité. Fin de la parenthèse.

Nous ne renoncerons jamais à rassembler toutes les forces de gauche pour le changement. C'est notre objectif, gagner. Si une majorité d'électeurs socialistes, communistes, Verts, d'extrême gauche, de gauche tout simplement, ont voté NON, c'est parce qu'ils aspirent à une autre politique. Si les jeunes, si le peuple a révoqué le CPE, ce n'est pas pour continuer la fuite en avant dans la précarité. La gauche a une responsabilité démocratique: entendre le message des urnes, construire le changement.

Dans cette situation, pour battre la droite et réussir à gauche, nous pensons qu'il est nécessaire d'ouvrir une issue, de permettre l'expression populaire pour une autre politique. C'est le but que nous nous sommes fixé: que 2007 soit une victoire populaire, que 2007 soit la victoire du peuple de gauche, que 2007 soit l'année du changement et non pas du renoncement ou de la fuite en avant libérale.

Où en est le peuple?

Alors, à ce stade de mon propos, je crois qu'il faut essayer de se faire une idée sérieuse sur: où en est le peuple? Que se passe-t-il dans les têtes au fond? La volonté de battre la droite est une donnée massive mais au delà...? Car le rejet de la droite est loin de signifier l'adhésion à un projet.

Pour comprendre, je pense qu'il faut partir de la souffrance sociale, de l'expérience de vingt ans de libéralisme. Ce début du XXI^e siècle, pour la France et pour tous les peuples du monde, c'est la déception, c'est la fin du progrès, c'est la souffrance, la précarité, les bas salaires, la violence; au fond c'est le bilan de vingt ans de libéralisme, de gouvernement de droite et malheureusement aussi du fait de la gauche.

Et nous sommes à un tournant parce qu'aujourd'hui, dans beaucoup de pays et en France, une majorité de citoyennes et de citoyens ont bien compris que cela ne pouvait pas continuer comme cela. Un an après le 29 mai, ce rejet, ce ras-le-bol est encore très déterminé. Nous le voyons dans les sondages: le rejet de la Constitution européenne aurait été plus massif encore.

Alors, cette conscience, cette interrogation profonde est le point de départ d'une recherche nouvelle, du défi que nous avons devant nous.

Pouvons-nous avoir confiance?

La situation est évidemment très complexe. Oui, la conscience est là, cela ne peut pas continuer comme cela... mais pour quelles solutions? Nous voyons bien que l'exaspération sociale, la recherche d'une rupture avec des politiques en échec peuvent se



traduire autant par Sarkozy que Royal que Le Pen, ou au contraire par le choix positif d'une rupture avec le libéralisme.

La deuxième donnée sur l'état de l'opinion, c'est le repositionnement en cours des catégories sociales. Le vote NON avait révélé une «classe moyenne» divisée. Au fond, celles et ceux qui pensaient être protégés de la crise se sentent, à juste titre, de plus en plus menacés. Une jonction classe populaire - classe moyenne a eu lieu durant le vote NON, une partie de la population retrouvant un comportement politique commun, au fond. C'est ce que nous avons appelé le «vote de classe» massif du 29 mai.

De la même manière, la lutte contre le CPE a construit une expérience de solidarité intergénérationnelle sur la base d'un combat commun à fort contenu de classe, la lutte contre la précarité et contre l'affaiblissement de la protection des salariés.

De même, sur la modification des comportements électoraux, la question de l'abstention et de la mobilisation de l'électorat populaire est décisive. Un éloignement, un fossé s'est creusé année après année entre l'électorat le plus populaire et la gauche. La déception a construit une abstention structurelle. Le 29 mai a été un moment de forte politisation et nous avons vu la force de la mobilisation populaire. Cette question est devant nous: les classes populaires seront-elles une nouvelle fois exclues du débat d'alternative ou pas?

Alors, bien sûr, ces repositionnements auxquels nous avons assisté sont au plan politique mouvants et ondoyants comme aurait dit Montaigne. Mouvants et ondoyants car les bases de l'unité politique que nous voulons construire ne sont pas pour le moment assurées sur le plan des idées, sur les solutions.

La conséquence de cette situation, c'est une situation très ouverte au plan politique. Une situation, une exaspération qui peut se traduire de multiples manières, y compris par un nouveau score important en faveur du Front national.

Troisième donnée sur l'état de l'opinion, la permanence du mouvement «antilibéral» et de la recherche de perspective politique. En France et en Europe. En France par une détermination d'une majorité des acteurs sociaux et politiques du NON de gauche à vouloir s'engager dans la construction de 2007. En Europe, le Forum social européen (FSE) qui s'est déroulé début mai à Athènes a témoigné de cette permanence et de cette nouvelle donne. Le travail sur l'alternative s'intensifie. Les enjeux politiques, les enjeux d'alternative sont de plus en plus au cœur des travaux avec la participation et l'apport communistes, avec notamment le réseau Transform.

Nous sommes donc devant une bataille politique de fond. La possibilité est ouverte d'une recomposition du comportement, du positionnement politique de l'électorat de gauche. Nous sommes donc à l'heure où un mouvement profond cherche une issue. Et c'est pour cela que c'est si difficile. Nous avons à faire la démonstration, sur le fond, que les solutions que nous proposons permettront au pays de trouver une issue à la crise et que nous avons la crédibilité nécessaire pour les mener à bien. ■

III - Des questions dont il faut débattre

Dans ce contexte, plusieurs questions sont posées pour réussir. Notre Conseil national doit en discuter franchement.

1 - La première, c'est la question du sens, du projet, du programme, au fond de notre capacité, de la capacité du mouvement à apporter des réponses convaincantes, justes, des propositions permettant de commencer à changer le fond des choses. Nous sous-estimons parfois cette dimension: la guerre des idées est intense. Nous avons besoin, par des actes, d'identifier notre combat présent à de grandes propositions pour l'avenir. Prenons cinq questions: la sécurité, l'immigration, l'emploi et les 35 heures, les services publics, l'Europe.

La sécurité. Sommes-nous capables de répondre sur le fond aux déclarations de Nicolas Sarkozy à Gagny et de Ségolène Royal à Bondy sur la sécurité? Depuis 4 ans, Nicolas Sarkozy est aux manettes et mène cette politique du «tout-répressif». Quatre ans après, c'est un échec. Le «tout-répressif» est en échec. Ségolène Royal en empruntant le chemin de Sarkozy sur la sécurité mène le pays à l'échec. Sur la sécurité, nous devons répondre frontalement

avec nos valeurs et notre projet. Dans les quartiers populaires, ce n'est plus vivable. La police de proximité a été supprimée et remplacée par les cow-boys de la BAC. C'est l'échec. Nous proposons une police de proximité, le développement de l'îlotage.

L'école est en danger. Et ce n'est pas en créant comme le propose Ségolène Royal des «gardes du corps sportifs» dans chaque classe qu'elle ira mieux. Les instituteurs nous disent, à 28, à 30 enfants par classe nous ne pouvons pas nous occuper de chaque élève. Nous proposons une école de la réussite pour tous en limitant le nombre d'enfants par classe et en investissant massivement dans l'éducatif. De même actuellement on supprime les moyens pour l'aide aux devoirs avec la politique de la Ville. Dans certains quartiers, on a supprimé les moyens à la seule association qui existait pour encadrer les jeunes après l'école. Et ces coupes sombres viennent après des années où l'on a supprimé tous les adultes qualifiés: des pions en passant par les psychologues scolaires, les assistantes sociales, les animateurs de quartier... tout ce qui fait le lien social, l'éducation, a été brisé.

Allons-nous rouvrir les maisons de correction version Royal ou supprimer l'ordonnance de 1945 comme le propose Nicolas Sarkozy avec son projet de loi sur la délinquance juvénile?

La rédaction d'origine de l'ordonnance de 1945 comprend deux principes. L'article 1^{er} alinéa 1 de l'ordonnance de 1945 affirme que «les mineurs auxquels est imputée une infraction qualifiée crime ou délit ne seront pas déférés aux juridictions pénales de droit commun et ne seront justiciables que des tribunaux pour enfants et des cours d'assises des mineurs». La seconde pierre angulaire de cette ordonnance est posée par son article 2: «Le tribunal pour enfants prononcera, suivant les cas, les mesures de protection, d'assistance ou d'éducation qui sembleront appropriées. Il pourra cependant, lorsque les circonstances paraîtront l'exiger, prononcer à l'égard du mineur âgé de plus de 13 ans une condamnation pénale.»

Cette ordonnance pose comme principe le primat de la protection de l'enfant et de l'éducation dans le traitement de la délinquance juvénile. Ce principe est fondateur d'une nation qui n'oublie pas sa responsabilité première de donner à chaque enfant les moyens de se développer, de s'éduquer, de vivre dans de bonnes conditions.

Enfin, comment parler à gauche d'insécurité sans parler des causes, d'emploi, d'insécurité sociale? Comment demander à des mères, à des pères d'assurer l'éducation de leurs enfants alors que dans beaucoup de familles le double emploi est devenu la règle? Une



caissière à Monoprix finit maintenant à 22 heures voire 23 heures et gagne à peine de quoi vivre. Comment assurer un avenir à sa famille alors que 10 millions de personnes travaillent sans gagner de quoi vivre. Le chômage baisse nous dit Dominique de Villepin... mais ce sont les radiations administratives qui augmentent. Alors, pour lutter contre l'insécurité sociale, nous proposons la conversion de tous les emplois précaires en emplois stables. Nous proposons une sécurité d'emploi et de formation pour éliminer la précarité de l'emploi. Alors que les salaires sont si bas qu'ils ne permettent plus de vivre, nous proposons d'augmenter immédiatement le Smic à 1500 euros et de relever le pouvoir d'achat.

Parlons d'immigration. La machine Sarkozy, renforcée par Ceseda, a fait son œuvre: elle a produit des centaines de milliers de sans-papiers. À la clé, expulsions, contrôles au faciès, harcèlement. Nicolas Sarkozy exploite sans vergogne les peurs: il joue les musclors mais il a échoué. Un, il est impossible d'expulser 300000 personnes de ce pays. Combien d'avions, de trains, de prisons seront nécessaires? C'est impossible. Et pendant ce temps des êtres humains, des enfants vivent dans la peur et dans l'exploitation. À gauche, on tergiverse. Comme en Espagne, comme en Italie, pays qui ont procédé à des régularisations massives, il n'y a qu'une seule solution: régulariser les sans-papiers présents sur notre sol, abroger les lois iniques sur l'immigration, fonder de nouvelles relations avec les pays d'émigration.

Parlons d'emploi et des 35 heures. Le constat de Ségolène Royal ne nous choque pas: c'est la pure vérité. Les 35 heures ont été accompagnées du gel des salaires, de gains de productivité importants et d'une nouvelle baisse des cotisations sociales patronales. Conséquence, très peu de créations d'emplois. Pour les salariés les plus modestes, elles ont été synonymes d'augmentation des cadences, de baisse du pouvoir d'achat. Elle a raison mais elle s'arrête au constat. Sur son site «desirsd'avenir.org» elle fait zéro proposition!

La réduction du temps de travail demeure un acquis fondamental, un enjeu pour vivre mieux et pour l'emploi. Nous proposons donc l'abrogation des lois Fillon et la réforme des lois Aubry pour que les 35 heures soient un droit pour tous et créent des emplois. Cela signifie la suppression du forfait jour, la réintroduction des pauses dans le temps de travail, la limitation des heures supplémentaires aux surcroûts d'activité ainsi qu'un retour sur l'annualisation du temps de travail.

Parlons de la Sogerma, d'Arcelor, parlons des licenciements collectifs. Comment faire respecter les droits des travailleurs si les travailleurs n'ont pas de droits dans l'entreprise? Nous proposons une nouvelle avancée démocratique, en faisant entrer la démocratie au travail et dans les entreprises par la création de nouveaux droits. Face aux délocalisations et restructurations, les salariés et leurs institutions représentatives doivent avoir un droit de moratoires suspensifs et de présenter des propositions alternatives. Une nouvelle loi est nécessaire pour organiser de nouveaux pouvoirs pour les comités d'entreprises, les représentants du personnel et les élus territoriaux, notamment pour s'opposer aux licenciements et délocalisations.

Opposons argument contre argument sur le service public. Le gouvernement projette de privatiser complètement GDF. Le bilan de la privatisation partielle de GDF est une réussite... pour les actionnaires et un échec pour les usagers. Le prix du gaz s'envole, les dividendes aussi. Le bilan est le même pour EDF, pour La Poste, pour les télécommunications, pour l'eau. Le service public est la seule garantie face à la voracité des actionnaires. Nous proposons un véritable statut européen pour le service et l'entreprise publique, un arrêt des privatisations et des libéralisations, de nouvelles nationalisations pour la reconquête et l'extension du service public.

Et puis, enfin, il y a la question européenne. Sur l'Europe, c'est le grand vide, l'omerta, le grand silence à gauche. Un remake du grand bleu. On se croirait dans un film de Cousteau. La consigne, c'est silence, élections! Pourtant, l'Union européenne est au cœur des changements nécessaires.

John Monks, le Secrétaire général de la Confédération européenne des syndicats (CES), l'un des plus chauds partisans du OUI déclarait: «Le NON français a changé le paysage européen. (...) Tout le monde a compris qu'il fallait remettre le social au centre des politiques européennes.»

Cette déclaration est très importante car elle est un signe de plus que nos aspirations ne sont pas isolées, sont largement partagées. Or, ces exigences montantes, convergentes, se heurtent à la règle fondamentale des traités actuels de concurrence libre et non faussée et des règles du marché unique construit durant ces vingt dernières années. Le Président Barroso de la Commission européenne affirme que le marché unique et la concurrence n'est pas en

option mais une obligation pour l'Union européenne.

Dans le cadre des traités actuels, il a raison. Ce qui est à l'ordre du jour pour notre mouvement, c'est aussi remettre en cause ces traités, le rôle de la Banque centrale européenne, la construction libérale de l'Union européenne. C'est une exigence fondamentale pour une nouvelle politique de progrès social: cela appelle à l'action politique organisée, à une implication de toute la société, une bataille d'information, de confrontation dans la durée.

Nous avons besoin d'une stratégie et de propositions de fond pour redonner sens à la construction européenne, construire un modèle social européen et changer les règles de la mondialisation. La crise sociale actuelle réclame une remise à plat des traités européens pour se donner une orientation alternative, de sécurisation de l'emploi et d'un développement économique solidaire. Dans cette campagne, nous sommes porteurs de l'espoir européen parce que nous défendons une Europe sociale et démocratique.

Au fond, notre rôle est de répondre point par point dans le débat public aux questions qui sont dans les têtes. Montrer que sur chaque question, nous répondons sur le fond, avec des propositions et une volonté claire. Nous sommes en campagne présidentielle et législative. Nous avons besoin dès maintenant d'entrer dans le combat des idées, des propositions, dans le combat politique qui est engagé.

2 - La deuxième, c'est la question de l'ambition que nous nous fixons. Nous voulons gagner. Parce que nous pensons que l'antilibéralisme est majoritaire chez le peuple de gauche, nous nous fixons comme objectif la constitution d'une majorité politique sur une base de rupture avec le libéralisme et de transformation sociale.

Nous voulons porter une victoire possible à la présidentielle et aux législatives comme l'ambition du rassemblement. Nous ne voulons pas témoigner, faire un petit tour et puis s'en va. Nous nous battons pour pouvoir gouverner à gauche, pour pouvoir gouverner sur les bases d'une politique nouvelle, de rupture. Et tout aussi nettement, nous disons que sans politique de changement, sans rupture avec le libéralisme, il n'y a pas d'accord de gouvernement possible.

Seulement, nous ne partons pas battus. Nous ne partirons pas juste décidés à faire tapisserie le temps d'une campagne électorale. La victoire est possible. À quelques mois du 29 mai, qui aurait pensé la victoire possible? Les oui-ouistes avaient commandé le champagne, nous l'avons bu. Qui aurait cru que nous ferions valser le CPE alors que personne n'avait réussi à empêcher le contrat nouvelle embauche?

Oui, la victoire est possible et le rassemblement populaire et citoyen de toutes les forces qui cherche une issue est le chemin qui permet une victoire possible.

3 - Ce rassemblement est-il possible? C'est la troisième question. Allons-nous réussir à surmonter les divisions? Allons-nous réussir l'union? Beaucoup doutent. Pléthores de candidats potentiels ou déclarés. Bref, nous pourrions dire, c'est le bazar!

Et pourtant, à y regarder de plus près, nous venons de parcourir un sacré chemin. Ce qui hier paraissait impossible, apparaît aujourd'hui difficile mais possible. Sur le terrain, les militantes et les militants de tous horizons aspirent à l'unité. C'est le fruit des heures de combats communs. C'est le fruit de la décision prise au Congrès par les communistes d'engager notre parti dans la construction d'un rassemblement, d'un programme et de candidatures communes.

En faisant ce choix, nous avons permis la construction unitaire sur une ligne claire. Alors, évidemment, l'Union, le rassemblement n'est pas un long fleuve tranquille. C'est parce que nous avançons que le débat devient plus serré, plus concret aussi. Nous avons devant nous quatre mois de débat politique intense pour réussir. Rien n'est écrit, ni le pire, ni le meilleur. Nous voulons réussir l'union populaire.

4 - La quatrième, c'est comment construire et avec qui? Vous le savez, le Comité exécutif national du Parti, par 37 voix contre 7, a décidé d'engager la signature de notre parti à l'appel pour un rassemblement antilibéral de gauche et des candidatures communes. Que dit cet appel? Au fond, il est sur la démarche issue de notre Congrès. Sur l'ambition. Sur la dynamique politique. Sur l'analyse de la droite. Sur le bilan des échecs à gauche. Cet appel fixe comme cap la construction d'un rassemblement antilibéral et de candidatures communes dans une vocation majoritaire. Il permet de construire un cadre, le Collectif d'initiative nationale et les collectifs locaux pour permettre l'émergence du rassemblement. Au fond, ce sont les comités d'union populaire.

Dans une situation où le rassemblement patinait, cet appel est vécu comme un déblocage de la situation. Et une clarification. Le Bureau politique de la LCR a décidé de refuser le cadre unitaire. L'argument essentiel pour refuser de signer, c'est que le Parti communiste veut refaire la gauche plurielle. Notre Congrès, le texte commun est clair: «nous ne participerons pas à un gouvernement qui serait dominé par le social-libéralisme». Nous les avons rencontrés en délégation, nous nous en sommes expliqué et avons fourni des réponses claires. Nous ne voulons pas tirer le rideau sur la LCR, c'est une force qui, pour ce qu'elle est, compte pour construire le rassemblement. La LCR porterait, je crois, une lourde responsabilité si elle choisissait de casser la dynamique.

En tout cas, avec cet appel, avec la constitution partout de collec-

tifs d'initiatives, de comités d'union populaire, nous avons des espaces de construction du rassemblement, du programme et des candidatures, c'est le deuxième acquis de la période.

Avec ces collectifs, c'est la question du devenir démocratique qui est posée. Ce n'est pas une petite question. Ces comités, c'est permettre à des milliers de nos concitoyens de participer à l'élaboration de la politique dont a besoin ce pays. Leur ancrage populaire, leur élargissement, la qualité de leur débat est une question très profonde pour notre conception de la vie démocratique.

Il est donc nécessaire de passer du temps, de travailler précisément sur leur constitution, leur vie collective, leur activité militante. Ces comités doivent être à l'image de la diversité sociale et politique du rassemblement que nous avons besoin de construire: de l'associatif au syndicaliste, aux artistes, aux militants de quartiers... bref un rassemblement à l'image du pays et de sa jeunesse. Pour cela, dans les communes, dans les entreprises, au plus près du terrain, il est nécessaire de démultiplier l'effort militant. Dans chaque ville, dans chaque commune, dans des centaines d'entreprises, nous pouvons contribuer à faire émerger des milliers de comités locaux avec la participation de dizaines de milliers d'acteurs sociaux, de syndicalistes, d'associations, de citoyens. C'est la question centrale, celle du mouvement populaire.

Des dispositions de travail sont prises par le Collectif national d'initiative pour recenser précisément la création de collectifs locaux unitaires et populaires. Plusieurs centaines sont en cours de constitution. À titre de comparaison, nous étions à 800 au plus haut de la vague du «NON». Le mouvement est positif, il est nécessaire de l'amplifier. Pour les entreprises, le secteur national «Activité communiste sur les lieux de travail» propose de se donner comme objectif un minimum de 4 à 5 collectifs d'entreprise par département.

L'implication des militantes et des militants communistes sera décisive. Pour réussir. Pour porter une ambition large. Pour mettre en débat la proposition politique issue du Congrès, la démarche de l'appel et la candidature que nous proposons. Pour gagner, le rassemblement a besoin d'être populaire et citoyen. Nous vous proposons que le Conseil national soit un appel à la mobilisation militante pour amplifier la création et l'élargissement des Comités d'union populaire.

5 - Alors, une cinquième question reste. Peut-être la plus difficile. Quelle campagne, quelle candidate ou quel candidat?

Je crois qu'il faut discuter franchement sur ce que nous voulons. Nous voulons une campagne collective, à plusieurs voix, avec des porte-parole à l'image de la diversité du rassemblement. Évidemment, il y aura un nom sur le bulletin de vote, un seul. Nous n'avons ni choisi l'inversion du calendrier électoral, ni cette présidentialisation du débat politique.

Alors quels sont les critères? Qu'attendons-nous de la candidate ou du candidat? Premièrement, le ou la candidate doit être en mesure de mener la campagne, sur tous les sujets. De porter l'ensemble des contenus, du programme, de l'ambition que nous avons. Deuxième critère, nous voulons une candidature, une campagne qui puisse rassembler tout le monde à gauche, de l'électoral le plus radical à l'électorat socialiste. Troisième critère, nous avons besoin d'une candidature connue, avec une notoriété, une assise populaire dans l'opinion. Quatrième et dernier critère, nous avons besoin, pour le mouvement, de penser à l'avenir.

Je crois donc que nous commettrions une erreur collective en prenant cette question de la candidature par le mauvais bout, par la question des personnes. Débattons sur les besoins du mouvement, sur ce que nous attendons et, en fonction de ces critères, choisissons la personne adéquate.

C'est en fonction de convictions, d'une analyse que nous avons choisi le rassemblement et la mise en débat de la candidature communiste.

Pourquoi?

Premièrement, parce que nous pensons que la candidature communiste est une garantie pour une campagne réellement collective. Le Parti communiste a été l'une des forces motrices du rassemblement unitaire du 29 mai. Marie-George Buffet est souvent citée comme candidate possible, elle a montré cette capacité à construire l'unité et à «jouer collectif», et à porter l'ensemble des valeurs et des contenus du projet commun. C'est un point très important.

Deuxièmement, nous pensons que la candidature communiste est un pivot entre l'expression de la colère, de l'exaspération, de la protestation et la volonté d'un changement majoritaire. Parce que c'est notre ligne profonde.

Troisièmement, l'avenir. Ce n'est pas une petite question. Nous avons décidé de mettre en débat un projet et une construction politique durable, pas un feu follet présidentiel. Une construction politique solide, de long terme avec l'ensemble des organisations, des sensibilités, des forces citoyennes disponibles. La volonté de rassembler les forces antilibérales s'appuie sur une conviction: une révolution à gauche est possible et nécessaire. Nous voulons porter au pouvoir les idées de transformation. Le chemin du changement, c'est rassembler une majorité autour d'une politique de rupture pour gouverner à gauche.

Cette proposition politique du Parti communiste français est une proposition durable. Nous ne voulons pas d'une union sans lendemain. Nous voulons un avenir durable au rassemblement des



forces politiques et sociales de transformation. Le Parti communiste français est actuellement la seule force politique à avoir décidé ces trois objectifs : battre la droite, réussir à gauche, rassembler durablement pour une gauche antilibérale.

Aujourd'hui, nous voulons à nouveau réunir ces trois conditions de la victoire : une campagne collective, populaire, citoyenne, une volonté durable, un programme clair et l'atout d'une force politique, militante, implantée sur l'ensemble du territoire.

L'avenir, c'est ce qui nous conduit à proposer à toutes celles et ceux qui sont décidés à s'engager, aux millions de citoyennes et de citoyens qui attendent une gauche nouvelle et déterminée, un pacte durable pour le rassemblement. Une coalition durable pour gagner.

Nous proposons cette aventure. Oui, nous sommes prêts à co-élaborer dans des milliers de comités citoyens les propositions et les candidatures pour ces deux grandes échéances nationales. Oui, nous sommes prêts à ouvrir un nouvel avenir à gauche.

Voilà, ce sont tous ces éléments, et puis la force d'une proposition qui est déjà collective, qui rassemblent les dizaines de milliers d'adhérents communistes, qui nous conduisent à proposer la candidature. L'atout aussi d'un parti implanté dans les quartiers populaires et les entreprises, d'une force militante.

Évidemment, le débat s'aiguise. Chacun défend la solution qui lui paraît la plus juste. Je crois que dans ce débat, nous devons, tous ensemble dans la diversité du rassemblement, prendre le temps de discuter au fond. Ne pas confondre vitesse et précipitation. Et je le répète, prendre le débat par le bon bout, le sens, l'avenir, les critères, le travail collectif.

Le débat sur les candidatures, ce sont l'élection présidentielle et les élections législatives. Nous avons besoin de commencer à réfléchir et à construire dès maintenant les candidatures aux élections législatives dans les départements. Les législatives sont bien évidemment partie intégrante du processus politique dans lequel nous sommes.

À l'échelle départementale, avec une coordination régionale et dans chaque circonscription, nous avons besoin d'avancer.

Enfin, je rappelle notre décision de Congrès. Nous avons décidé de tenir au mois d'octobre une Conférence nationale afin de faire le bilan et de proposer une décision s'agissant des échéances de 2007. L'Exécutif national aura à en discuter. Il appartiendra au premier Conseil national de septembre de convoquer cette Conférence nationale. ■

IV - Deux enjeux importants

Ma conclusion sera consacrée à deux enjeux très importants à mes yeux.

La question centrale du lien entre combat politique et combat social. En clair, le lien entre 2007 et les luttes. J'y vais à la hache. Sogerma. Ceseda. La remise en cause gravissime du financement du logement social et de l'intervention publique bancaire avec le livret A, la fusion des caisses d'épargne et de Natexis. Avec Dominique de Villepin qui annonce qu'un projet de loi sur l'énergie pourrait être voté en juin avec à la clef la privatisation de GDF. Les coups pleuvent tous azimuts. La résistance sociale, l'engagement communiste dans les luttes, porter nos propositions alternatives, engager la mobilisation pour l'emploi que nous avons décidée au Congrès sont décisifs. Nous sommes le parti de l'action, des luttes sociales et de la construction d'une alternative politique.

Il y a beaucoup de luttes dans ce pays, de révolte, de colère, d'exaspération. La résistance est à l'ordre du jour. Et de ce point de vue, le « collectif riposte » qui rassemble toute la gauche s'est réuni hier. Le Parti socialiste a une attitude qui consiste à tout renvoyer à 2007. Ce n'est pas possible, comme pendant le CPE, la gauche, le Parti communiste, les collectifs doivent être aux côtés de toutes celles et ceux qui se battent.

Nous n'oublions pas que cet été des centaines de milliers de familles dans ce 70^e anniversaire du Front populaire ne partiront pas en vacances. Nous n'oublions pas notre devoir de solidarité avec ces milliers d'enfants sans-papiers que la fin de la « trêve » Sarkozy - en réalité jamais vraiment appliquée - menace d'expulsion cet été. Nicolas Sarkozy a été obligé de céder publiquement devant la mobilisation en annonçant des régularisations, mais cela concerne à peine 2 % des familles. Nous avons un devoir de désobéissance civile, d'accueil de ces enfants en danger.

Il n'y a pas de trêve électorale pour le combat social, pour la résistance à cette violence quotidienne du patronat et du gouvernement.

Dans ce cadre, je veux citer la mobilisation que nous avons décidée au Congrès sur l'emploi et la sécurisation des parcours pro-

fessionnels. Alain Obadia précisera au cours de notre Conseil national l'état de préparation de cette initiative.

Je vous fais également la proposition d'engager une campagne d'été autour de l'urgence sociale et des propositions pour le changement en se donnant comme objectif 1000 rencontres dans les quartiers populaires sur la question de notre démarche pour le changement.

La situation de l'Humanité. L'Humanité est menacée. Le seul quotidien de création communiste, le seul quotidien qui est défendu jour après jour le NON de gauche est menacé. La situation est sérieuse. Patrick Le Hyaric, directeur de l'Humanité, a informé les lectrices et les lecteurs le 23 mai dernier d'un risque concret de rupture de trésorerie à court terme.

Le journal progresse. L'Humanité Dimanche rencontre la satisfaction des lecteurs. Sa diffusion a progressé en moyenne de 3000 copies pour la diffusion militante et de 2000 en kiosque malgré une faible visibilité chez les marchands de journaux. La quotidienne gagne mois après mois des lecteurs. En 2006, + 5,6 %, alors que la presse quotidienne recule. L'Huma est vendue en moyenne à 51600 copies. Dans les conditions actuelles, la quotidienne ne peut atteindre un équilibre financier qu'en passant à une vente quotidienne de 65000 copies/jour. Nous connaissons les causes de ce danger de rupture de trésorerie. La charge de nos emprunts pèse, les coûts de production, de distribution, de transport augmentent sans cesse. Ils n'iront pas en diminuant avec la hausse des carburants ou l'augmentation annoncée de plus de 7 % du prix du papier. Le report d'année en année de nos déficits d'exploitation fait que l'Humanité a abordé le mois de juin dans une situation dramatique.

L'heure est à la mobilisation pour l'Humanité. Patrick Le Hyaric a interpellé les pouvoirs publics, le monde économique, les médias. « Laisser fermer l'Humanité, c'est amputer le débat démocratique », écrivait-il dans son appel.

Le Parti, ses directions ont une responsabilité immédiate. Mobiliser et tout faire pour sauvegarder l'Humanité. Par la mobilisation autour de la souscription des cofondateurs de l'HD. Par un travail

précis, d'organisation autour de la création de nouveaux postes de diffusion. Par la diffusion de la vignette, qui cette année doit être l'outil d'une grande campagne de soutien financier au journal.

De même, Patrick Le Hyaric annonçait que l'idée de contracter, comme nous l'avons fait il y a quatre ans, des emprunts auprès de nos lecteurs pour faire face à nos besoins financiers de l'été ne pouvait pas être exclu.

Je vous propose que ce Conseil national soit l'occasion d'un appel immédiat à la mobilisation militante pour l'Humanité. Dans les jours à venir, dans les Assemblées générales, dans les sections, dans les bulletins d'information du Parti, dans les Comités, partout, il est de notre responsabilité d'alerter et de répondre par la diffusion, par la souscription, par l'abonnement à cet appel pour la sauvegarde de l'Huma. Dans ce contexte, la Fête de l'Humanité sera un grand moment pour la construction du rassemblement et pour la défense de notre journal. La préparation de la Fête s'intègre pleinement dans notre plan de travail. La Fête de l'Humanité sera cette année le rassemblement populaire mis à la disposition de toutes celles et ceux veulent construire une alternative.

Dans les jours à venir, la mise en mouvement des adhérentes et des adhérents est notre priorité. Dans cette première phase, nous devons réussir à créer une chaîne de diffusion autour du bon de soutien : c'est la phase « chacune, chacun avec ses vignettes en poche » ! Nous avons donc besoin de programmer des rendez-vous de sections et départementaux.

Chers camarades,

J'espère que vous me pardonneriez d'avoir été un peu long. Alors, nous sentons bien que nous sommes devant des enjeux cruciaux pour l'avenir. Le destin hésite. Tout ne dépend pas de nous mais... tout de même beaucoup, de notre action, de notre détermination, de notre volonté de construire. Notre responsabilité est grande pour la gauche, pour le changement et pour le pays.

Je vous remercie de votre attention. ■

La discussion

Patrice Voir

Développer la diffusion de l'Humanité

Je veux centrer mon intervention sur la situation critique de l'Humanité qui nécessite que l'ensemble du Parti mette tout en œuvre pour gagner l'existence et le développement de l'Humanité et de l'Humanité Dimanche. Sans rejeter ce que Patrice a donné dans le rapport, la conjonction de l'insuffisance des aides publiques pour garantir le pluralisme de la presse, l'augmentation des coûts de toutes les dépenses et l'insuffisance de la publicité prennent l'Humanité à la gorge. Il faut une pression politique exigeant les moyens du pluralisme de la presse. Cette question doit être présente dans tous les débats politiques. La diffusion de l'Humanité pour survivre doit progresser de 13000 exemplaires par jour. La réussite de l'HD doit permettre, à terme, de sortir l'Huma de sa crise. Ce magazine a permis de gagner 3000 lectrices et lecteurs en diffusion militante. Je propose de nous fixer l'objectif de doubler très rapidement ce chiffre, ce qui fait 30 à 35 exemplaires supplémentaires par département, en créant des comités de diffusion en lien avec la création des comités d'union populaire et de l'activité du Parti sur les lieux de travail et les quartiers populaires. Cela demande de prendre des mesures d'organisation et de se donner des responsables par section à la diffusion de notre presse. Le développement de l'Humanité et de l'Humanité Dimanche est inséparable de l'ambition que nous portons pour le parti et notre peuple pour les mois prochains et les échéances à venir.

Michel Rizzi - Paris

Sans nier les dangers, montrer les éléments de confiance existants. L'engagement militant sera décisif car rien n'est écrit pour 2007. Pour la première fois depuis 25 ans, le courant de transformation du système peut revenir majoritaire à gauche. Continuer à débattre car il y a des réticences, notamment sur la candidature à la présidentielle. À la RATP, nous avons décidé de relayer l'appel des personnalités de gauche et de créer sur cette base un collectif, pour aider les salariés à sortir du piège de la bipolarisation et à prendre leur place dans le combat politique. C'est l'urgence du moment. Après il va falloir, au sein de ce rassemblement, mener le débat sur la candidature avec nos arguments.

Jean-Jacques Karman - Seine-Saint-Denis

L'Exécutif devrait respecter le Conseil national au lieu de signer à sa place « l'appel antilibéral » qui nous tire en arrière. Rien contre Maastricht, les licenciements... Dix fois « antilibéralisme » dont, du PS à la LCR, tous se réclament, mais pas « anticapitalisme ». Alors que la vraie question est la

rupture avec le capitalisme comme la rupture avec la République bourgeoise. Avançons l'idée d'une assemblée constituante pour une première République démocratique et sociale, avec un programme qui pose les questions de la propriété, des droits des travailleurs et celle de la rupture avec l'Europe du capital.

André Gerin - Rhône

Où sont le PCF et le combat des communistes ? Pourquoi nous ne décidons pas les principes d'une candidature communiste à la présidentielle et aux législatives ? Le PCF est dans la confusion et se trouve dans une impasse politique. Avoir des positions claires et nettes du PCF pour un changement durable, pour des objectifs sociaux et économiques. Quelles propositions du PCF pour une victoire de la gauche sur la sécurité, une nouvelle croissance, des pouvoirs économiques et financiers, contre le tri sélectif des immigrés, le partage des richesses. Clarifier nos objectifs engager les communistes pour décider la politique du PCF. Sinon c'est la confusion, l'impasse. Le pire peut être là !

Véronique Sandoval - Paris

Notre ambition doit être de faire gagner les forces antilibérales à gauche pour battre la droite et réussir à gauche. Parce que les enjeux écologiques et de cohésion sociale nécessitent des ruptures radicales dans les modes de production, de consommation, dans la répartition du pouvoir, sans attendre. Parce que le rejet du libéralisme et la volonté de changement réel continuent d'être majoritaires ouvrant un large espace politique à des forces porteuses de propositions politiques fortes et unies pour les porter ensemble et gagner. Mais cela repose beaucoup sur notre conviction qu'on peut gagner et notre capacité à recréer la dynamique et la campagne de proximité pour le NON à la constitution.

Anne Jollet - Paris

La démarche du rapport nous place dans la modernité politique telle qu'elle s'est exprimée à travers les luttes contre le CPE : se battre pour un projet politique, des valeurs, un rassemblement qui permette de les imposer avant de se battre pour une candidature. Dans ces valeurs, répondons fort



sur la violence. Nous devons redire que la violence économique imposée par le libéralisme condamne à une perpétuelle violence sociale, mais nous devons dire aussi la violence politique du pouvoir de droite, l'arbitraire comme méthode de gouvernement. Face à cela, le projet communiste doit porter l'exigence de fraternité et de démocratie comme cœur d'une véritable alternative politique.

Catherine Vieu-Charrier - Paris

Pose la question de la mise en scène Sarkozy-Royal et sur le silence assourdissant sur ce que propose le PCF. Les milieux dirigeants sont hantés par la remise en question du libéralisme (NON au référendum et CPE). Se pose la question pour une partie de la bourgeoisie de donner le pouvoir aux socialistes les plus à droite pour que rien ne change. Notre parti doit continuer sur sa ligne de contenus et de propositions claires et sa capacité à transformer la société. Quant à la candidature, Marie-George incarne et les contenus et l'idée du rassemblement.

Yves Dimicoli - Paris

Rompres avec l'attentisme. Entrer dans le détail des réformes avec moyens financiers et pouvoirs. Lancer toutes les forces du Parti à l'appui de la candidature de Marie-George. Avec les militants et les idées novatrices du PCF, en liaison avec les luttes, elle est la plus à même de porter des exigences de fond rassembleuses avec le levier de la sécurité d'emploi-formation. Importance de la « chaîne humaine pour l'emploi » décidée au Congrès avec des Assises régionales, atout maître pour une union populaire capable de gagner. Période nouvelle de remontée possible (régionales; 29 mai; CPE) malgré l'ancrage social-libéral du PS et le vide de proposition de l'extrême gauche. Confiance en nous!

Michel Dubertrand - Gironde

L'importance, dans le sondage du JDD, c'est qu'un an avant les élections l'idée d'une candidature commune antilibérale de gauche soit évoquée. L'importance, dans le débat autour de la phrase «... gouvernement... qui serait dominé par le social-libéralisme » ne réside pas dans le face-à-face avec la LCR mais bien que ce débat soit public sur le contenu des ruptures à opérer, tout cela en lien avec les luttes où nous sommes présents, que nous impulsions sur l'emploi, les sans-papiers...

Laurence Cohen - Val-de-Marne

On sent un trouble chez les militants: disponibilité pour agir et en même temps paralysie pour porter la candidature communiste comme atout du rassemblement. L'appel a été massivement distribué: comment concrétiser, donner sens à notre démarche? Le 29 mai, des initiatives ont eu lieu mais souvent petites. Nécessité de mettre en débat les propositions du Parti pour rendre crédible notre démarche. Les gens ont besoin de nous voir sur le terrain pour arracher des avancées maintenant. C'est dans les luttes qu'on fédère les énergies. Notre congrès nous permet d'avoir de la matière pour être

offensifs. Contenu et démarche sont indissociables. Reprenons confiance en notre capacité à changer la donne.

Jean-Marc Coppola Bouches-du-Rhône

Face au doute légitime sur notre capacité à construire une dynamique pour libérer notre peuple de la droite et pour gouverner avec une pratique démocratique sur une politique antilibérale, il s'agit d'abord de ne pas changer notre stratégie. Nous avons besoin d'actes de direction pour aider les communistes à s'en emparer, pour créer partout des comités d'union populaire, dont la Fête de l'Humain pourrait être une étape de convergences, comme le sera le meeting départemental de fin juin à Marseille.

Marie-Claire Culié - Tarn

Sur le contenu, on a un programme. Mettons-le en débat. Ce que nous voulons, c'est gagner pour mettre en œuvre une véritable politique antilibérale. Il me semble important de bien présenter le choix de la candidature comme un outil, un élément de la victoire. La candidature communiste peut être cet outil et non une récupération de voix. Allons au débat en ce sens et réfléchissons tous nos gestes sur cette nouvelle façon de faire de la politique.

Éric Corbeaux - Nord

Pour amplifier la mobilisation des communistes, besoin d'actes de clarification et de décisions. Le CD du Nord a identifié les leviers décisifs pour porter notre ambition d'une véritable alternative. Le rassemblement se fera à partir de contenus forts et d'un déploiement des militants avec nos propositions, notre projet. Avancer avec plus de force la candidature communiste en lien avec contenu et rassemblement populaire. Clarifier cette proposition et ne pas s'enfermer sur le débat d'une primaire antilibérale. Le PCF en terme d'influence et d'élus n'a pas les mêmes enjeux que les autres forces antilibérales. Combattre l'idée qu'une candidature hors parti serait plus efficace pour rassembler.

Danièle Lebaill-Coquet - Rhône

Sur le contenu, besoin de construire avec les citoyens pour qu'ils puissent s'en emparer, le porter comme lors de la bataille référendaire mais, pour cela, il faut répondre à la question: cela est-il possible? Nous ne pouvons y répondre qu'en démontrant qu'il y a une dynamique portant l'objectif que nous nous fixons, majoritaire et antilibéral. Il y a des possibles: le 19 nous avons été capables de rassembler la diversité et nous avons pris notre place dans la création des collectifs locaux. Ce sont les communistes qui ont permis cela, et dans l'action ils sont à l'aise et mettent à l'aise. Tout n'est pas aisé, il est donc de la responsabilité des directions d'aider à porter notre offre politique.

Nicolas Marchand - Val-de-Marne

Il faut clarifier pour la bataille politique sur la candidature; il n'y a pas d'alternative à la candidature communiste, ni J. Bové, ni C. Autain. L'enjeu, c'est le contenu de la campagne: pas une figuration contestataire, mais présenter les propositions constitutives d'une alternative à la droite et à la domination sociale-libérale sur la gauche. Notre programme est solide; la «Charte antilibérale» est vague, et

dans le consensus droite-PS sur le «plein-emploi». Décidons d'éditer le programme du Parti et d'organiser en grand la campagne pour l'emploi.

Brigitte Dareau - Hauts-de-Seine

Tout appelle à une novation politique. Urgence à déployer l'intégralité de notre proposition politique. Les potentiels sont énormes, les risques également avec une opinion publique qui, majoritairement, a envie de battre la droite mais oscille sur les choix à construire. Accélérer et ouvrir partout des espaces aidant au saisissement populaire des enjeux: huit comités dans le 92. Les contenus décidés ensemble détermineront l'ampleur du rassemblement. Trois obstacles à surmonter: apprécier la nature de notre ambition pour la gauche. Gagner l'élargissement populaire au-delà du cadre militant. Porter l'intégralité de notre offre. Des actes de direction pour aider à l'argumentation sont nécessaires.

Jean-François Gau - Paris

D'accord avec Brigitte Dareau qui insiste sur la création de collectifs locaux. Il s'agit de construire une dynamique populaire à l'échelle du pays dont le vecteur soit des espaces ouverts à toutes les forces et personnes intéressées, ancrées dans les quartiers et les entreprises. Donc: non pas des petits comités de militants convaincus, mais des collectifs «unitaires et populaires», selon le texte de l'appel que nous avons signé. Un dispositif de travail permettant de recenser ces collectifs au fur et à mesure de leur création va être mis en place par le collectif national d'initiatives, auquel nous participons.

Maité Navarro - Vaucluse

Je réagis à l'intervention de J.-F. Gau et à la lumière de ce qui s'est passé au cours de la réunion de constitution du collectif départemental (attitude de la LCR, difficulté à aborder le contenu, souhait exprimé d'une candidature non issue d'un parti, difficulté à imposer que notre parti s'inscrive en tant que tel). Sur le terrain, dans la proximité, nous serons les seuls ou presque, d'où le rôle des communistes pour créer des collectifs d'union populaire dans les quartiers populaires et les entreprises et discuter du contenu. Ce qui ne veut pas dire que ces comités ne seront pas ouverts à tous les gens du quartier ou de l'entreprise. Si des collectifs de proximité se créent, il faudra qu'ils comptent.

Nicole Borvo - Paris

La machine «bipartite» est très puissante. Le seul empêchement de consensus sera, ou non, le peuple. La constitution de comités locaux populaires est une condition d'un réel rassemblement populaire. Soyons clairs, ils n'existeront que s'il y a mobilisation massive des communistes. Ne soyons pas tétanisés: soit fondus dans un rassemblement «de sommet», soit à côté, tout seuls. La question n'est pas de s'autoproclamer les meilleurs, c'est d'être ceux par lesquels le rassemblement réussit.

Jérôme Relinger - Paris

Trois questions: quoi, comment, qui? Les collectifs doivent débattre des contenus pour produire une vision politique d'ensemble. Plus nous faisons progresser les propositions, plus le rassemblement est incontournable.

L'union populaire se gagne dans le débat populaire. Seule façon de dépasser le faux choix entre attendre que le PS redevienne de gauche ou se résigner au vote utile. Les candidatures doivent porter la capacité de proposition, une campagne collective, la notoriété, l'esprit de suite, et en ce qui nous concerne une force militante de 13000 élus. Si nous faisons du «qui» le point d'arrivée, nous pouvons gagner sur la candidature. Aucune chance si nous en faisons le point de départ.

Yann Le Pollotec - Seine-Saint-Denis

La question à laquelle nous sommes confrontés avec les comités populaires unitaires n'est pas le risque que nous passions sous la table. Notre problème est de rendre véritablement populaires et de proximité ces comités. Ceux-ci doivent être des lieux de construction politique, de politisation et non des clubs de réflexion de gauche. Il faut s'adresser à tous, du jeune qui tague «vive Ben Laden» à l'ouvrier qui a voté Le Pen, en passant par le syndicaliste socialiste. Car tous les électors sont très fragiles et nul n'a vocation à voter la même chose toute sa vie.

Jean-Marc Durand - Drôme

Aller à la mise en place de collectifs d'union populaire suppose le dépassement de la forme des collectifs du 29 mai qui peuvent avoir tendance à évoluer vers une sorte de superstructure politique. C'est une éventualité à laquelle travaillent certaines forces présentes au sein de ces collectifs. Se saisissant de la charte du 29 mai, elles tentent d'élaborer en cercle restreint un projet politique, ce qui reviendrait en fait à nier le rôle indispensable du peuple dans la définition et l'appropriation du projet politique ainsi que dans les propositions sur les candidatures. Ceci reviendrait à nier la souveraineté des communistes sur les contenus portés par leurs représentants à tous les niveaux.

Vincent Bony - Loire

Travaillons à rendre populaires les collectifs de rassemblement antilibéral. Cela nécessite de bien en discuter avec les communistes. J'apprends qu'il est proposé que ces collectifs soient «validés». Mais qui a l'autorité de «valider»? Qui valide la validation? Quelles compétences ont ces structures «validées»? La souveraineté communiste sera-t-elle sous contrôle des collectifs? Je caricature pour dire précisément les choses. Pour battre la droite et réussir à gauche il nous faut conjuguer 3 axes: perspective, souveraineté, travail communiste. Construire à partir des attentes populaires le rassemblement, les collectifs. Mener le débat avec toute la gauche sur son contenu, son rassemblement.

Fabienne Haloui - Vaucluse

Veillons à ce que les comités d'initiatives unitaires et populaires ne deviennent pas des auberges espagnoles. Allons au plus près pour permettre une appropriation populaire des contenus politiques pour éviter le face-à-face d'individualités engagées dans la bataille du NON dans lequel la place du PCF peut être contestée en tant qu'organisation, alors que nous ne pouvons pas être à égalité de représentation. Besoin d'échanger les initiatives des comités qui se structurent.

François Auguste - Isère

Il faut faire confiance à l'intelligence populaire pour trouver les solutions politiques à la complexité, et donc en être très à l'écoute pour adapter nos réponses. Les collectifs doivent être populaires et unitaires. Reprenons ce qui a marché le 29 mai et pour le CPE: jouons collectif, co-élaborons et partageons les décisions, concrétisons en bas la diversité du rassemblement, dans cette démarche populaire et citoyenne. C'est cette crédibilité que nous avons exprimée le 29 mai, portée par Marie-George.

Brigitte Dionnet - Seine-Saint-Denis

L'heure n'est pas à avoir peur des autres mais à être confiants dans ce que nous avons à proposer à notre peuple. Notre offre politique - décidée au congrès - est de nature à conduire au succès. Il s'agit donc maintenant de se mettre en campagne pour la faire gagner, de militer pour qu'elle devienne l'objectif de celles et ceux qui souffrent de la politique de la droite aujourd'hui. Et il n'est pas insensé de penser que nous puissions réussir, au contraire! Et c'est même une condition pour réussir!

Awa Seck - Eure-et-Loir

Témoignage: la création des comités d'union populaire ne peut être bien faite sans un travail de proximité. Amener nos partenaires des collectifs du 29 mai à avoir confiance en nous. Multiplier les initiatives. Notre forum du 4 mai 2006 a rassemblé 450 participants et notre conférence-débat sur l'Europe libérale permettra de sensibiliser les électeurs et d'aborder les contenus et les modalités du rassemblement. Dans le département, la présidentielle est perçue autrement que les législatives et municipales. Le PCF peut être un outil mobilisateur. Créons des espaces de débat. Sur les cantonales de Lucé, on expérimente ce collectif local.

Bob Injey - Alpes-Maritimes

Si nous avons l'ambition d'enclencher une véritable dynamique, il faut démultiplier la création des collectifs. Plus ils seront populaires, plus ils seront l'appropriation des citoyens. Concernant l'élection présidentielle et la proposition d'une candidature pour incarner le rassemblement antilibéral issue du PCF, il nous faut être bien plus ambitieux sur le nombre de signataires de l'appel de Marie-George Buffet.

Thierry Aury - Oise

Nécessité d'aider plus de sections, plus de communistes à être à l'initiative dans les communes, voire les entreprises pour impulser sur le plan local la création de collectifs unitaires et populaires. Objectif: permettre la participation citoyenne la plus grande et diverse possible, loin de petits tête à tête entre organisations. La signature PCF de l'Appel du 11 mai a été un point d'appui en redonnant l'espoir d'une dynamique possible antilibérale. Mais les communistes ne mettent pas assez en débat nos propositions sur projet, moyens et candidature Buffet comme atout du rassemblement sur la base des critères avancés dans le rapport.

Fabien Roussel - Nord

La création de comités d'union populaire pose des difficultés. À Lille, le 29 mai, tout le monde était enthousiaste à l'idée d'un candidat unique, mais issu d'aucun parti. Notre



démarche est compliquée. Nous étions 20 communistes et nous n'avons pas su la défendre. Nous savons mettre en avant M.-G. Buffet et notre programme pour contrer Sarkozy ou Royal, mais plus difficile face à Bové ou Besancenot. L'ambition du PCF est de rassembler au-delà du mouvement antilibéral. Faisons connaître notre candidate ainsi que des candidats issus du Parti ou non mais soutenus par le PCF, dans toutes les circonscriptions. Important pour l'influence du PCF et pour préparer les municipales. Partons gagnant comme aux régionales!

Patrice Cohen-Seat - Paris

La nécessité de mener le débat de fond sur les enjeux de classe, avec nos idées et nos propositions, ne s'oppose pas à notre démarche de rassemblement. Les deux sont indispensables. Pour construire une dynamique réellement populaire, les comités locaux ne doivent pas se réduire à un tête-à-tête entre quelques-uns qui mènerait à l'échec, mais permettre à des centaines de milliers de femmes et d'hommes de s'engager. Comme pour le référendum, c'est en nous investissant massivement pour cela que seront reconstruites notre utilité et donc notre place dans le rassemblement.

Nicolas Marchand - Val-de-Marne

Il ne suffit pas de dire aux militants « ya ka ». On ne résoudra pas les difficultés de mobilisation en leur reprochant de ne pas aller assez nombreux dans les réunions. Il y a un problème de motivation. Il faut donner confiance dans le fait qu'on se mobilise pour aboutir à une candidature communiste, et pas autre chose.

Marie-Jeanne Gobert - Calvados

Il y a une volonté de battre la droite, mais le contenu de la politique à mettre en œuvre pour changer n'est pas évident. Notre responsabilité est de travailler à une action régulière auprès des citoyens qui aspirent au changement - qu'ils aient voté oui ou non - avec l'objectif de lier résistance, construction, vote. Vote pour des candidats porteurs de cette démarche et de ces contenus. L'engagement militant est décisif. De nombreux camarades restent en marge du débat, de l'action. Pour lever le doute il est essentiel que nous associions les adhérents aux orientations prises. Orientations qui pèseront sur notre résultat à la présidentielle et sur l'existence du groupe à l'Assemblée nationale.

Manuela Gomez - Haute-Savoie

Nous rencontrons beaucoup de sympathie mais nous n'arrivons pas à marquer le débat politique dans le pays. Nous avons besoin d'être davantage à l'offensive pour donner à voir notre apport et son utilité, tant en termes de contenus que de rassemblement majoritaire. Ne nous laissons pas enfermer dans un débat de sommet sur la candidature. Les populismes de droite et de gauche étouffent le débat sur les réponses à apporter. Avec l'ambition de réussir à changer la vie, nous pouvons être utiles à construire une union populaire où progressent les consciences dans les luttes.

Thierry Goyet - Morbihan

L'idée que Marie-George Buffet soit la meilleure candidate, la meilleure « porte-parole des porte-parole » tient vraiment la route dans le débat, dès lors qu'il sort du cercle des initiés.

Notamment parce qu'elle veut gagner: battre la droite et réussir à gauche. Sur les contenus nous ne sommes cependant pas bien identifiés, malgré de bonnes propositions. Travaillons une hypothèse: ne faudrait-il pas partir de la visée communiste (émancipation humaine, valeurs universelles, dépassement du capitalisme, démocratie...) pour donner une unité à nos propositions, être mieux identifiés, donner des repères, redonner de l'espoir?

Christian Martin - Sarthe

Si nous voulons l'emporter, c'est d'abord identifier le camp antilibéral par du sens et des mesures concrètes. Sarkozy a un projet libéral, c'est sécurité, anti-immigration. Le PS c'est moins pire que la droite, mais nous en deux mots notre projet, c'est affirmer qu'il faut en finir avec le libéralisme. Disons-le fort. L'union des antilibéraux est indispensable pour la victoire. Pour ne prendre qu'un exemple, le PCF a débattu de ses propres critères mais d'autres organisations ou citoyens peuvent aussi avancer des critères. Donc acceptons l'idée que d'autres critères et d'autres candidatures peuvent venir dans les débats. Acceptons d'ouvrir le débat sur les critères.

Joëlle Bauquel - Meurthe-et-Moselle

Le tract « Pour un rassemblement antilibéral » a semblé pour certains contradictoire avec la phrase « issu de notre parti », phrase restrictive, alors que le Parti nous invite à débattre pour un rassemblement le plus large possible des forces antilibérales, anticapitalistes, voilà l'enjeu à travailler! Le désir des camarades d'avoir un(e) candidat(e) du PCF à la présidentielle et notamment Marie-George Buffet reste une question dominante. Il serait dommage d'exposer Marie-George qui est parfaite secrétaire nationale, car nous et le peuple avons plus à gagner de la garder au sein du Parti. Les jeunes contre le CPE ont montré à tous le besoin d'unité pour gagner. Cette dynamique de rassemblement doit débloquent l'absentéisme, donner envie de voter.

Richard Sanchez - Pyrénées-Orientales

Une réaction à ce que vient de dire Joëlle. Il ne s'agit pas de rassembler autour de nous, mais de contribuer à un rassemblement avec nous, avec d'autres. Un rassemblement citoyen qui décide de tout: ce n'est pas à quelques cartels de le faire, sinon le mouvement populaire perdrait une nouvelle fois. C'est dur, nous ne sommes pas sortis de l'auberge. Mais nous y sommes rentrés. Nous sommes dans le débat. Souvenons-nous quand Marie-George Buffet a lancé, ici, il y a deux ans tout juste, l'idée d'un non antilibéral et majoritaire: il y avait beaucoup d'hésitations au motif de ne pas « s'isoler ». La suite a montré le contraire. Ayons donc confiance.

Ian Brossat - Paris

Comment expliquer que le débat politique tourne ces dernières semaines autour des questions de la sécurité? Pour les libéraux, l'enjeu consiste à détourner le débat pour éviter qu'il porte sur la question du libéralisme. Mais cela pose aussi la question de notre propre responsabilité. Si on veut faire que la question du libéralisme devienne incontournable, il faut que nous soyons crédibles et donc porter jusqu'au bout notre démarche de rassemblement.

Alain Obadia - Paris

Concrétiser l'idée de « chaîne humaine pour l'emploi » en assurant la présence du Parti dans les luttes des salariés. En leur donnant de l'écho et en partageant les bonnes expériences avec le réseau RAPSE. Des Assises régionales pour l'emploi font l'objet de réunions locales et d'entreprises pour rédiger des « cahiers de propositions ». Ainsi, nous pouvons à la fois contribuer aux luttes et mettre dans le débat politique une proposition de loi de sécurisation de l'emploi en lien avec la formation. Plus nous permettrons aux exigences populaires de s'exprimer dans des contenus transformateurs et plus nous créerons les conditions pour que M.-G. Buffet apparaisse bien comme la candidate du rassemblement.

Colette Finet - Somme

Nous avons raison d'avoir confiance. Dans ma localité, après la distribution de l'appel de Marie-George Buffet à la porte d'un atelier, 51 cheminots signent l'appel. Nous décidons de valoriser ce résultat dans le journal de section. Dans un quartier très populaire, « les 136 logements HLM », à l'issue du porte à porte 37 personnes signeront l'appel sur 70 portes ouvertes « pour que leur vie change réellement au quotidien ». Ils donnent leur adresse, sont d'accord pour être invités à débattre, à notre initiative, sans doute créer un comité d'union populaire et gagner la candidature de rassemblement de Marie-George Buffet. Un bulletin valorisant ces exemples, comme d'autres, est adressé aux communistes.

Françoise Guiche - Paris

Des collectifs unitaires font débat. Des communistes craignent que notre identité soit diluée, d'autres ont perçu un déclic avec la signature du PC dans l'appel national. Leur création est encore l'affaire "d'initiés". Rester dans notre chapelle ouvrirait un boulevard au PS. Un grand pessimisme sur la possibilité de changer la société existe dans le peuple. Notre message est inaudible. Pour notre crédibilité, il faut accompagner chacune des propositions par l'évaluation précise des sommes consacrées à leur réalisation. M.-G. Buffet serait la mieux à même de représenter les forces antilibérales. Nous avons en 2007 l'opportunité historique d'accéder au pouvoir pour transformer radicalement la société.

Pascal Borelly - Hauts-de-Seine

Plus on sera forts sur les contenus, plus on sera large sur le rassemblement et la candidature de Marie-George Buffet. La préparation et la tenue des assises régionales pour l'emploi en sont un moyen. C'est la mise en œuvre de ce que nous avons décidé de la chaîne humaine pour l'emploi. Quand nous intervenons de manière offensive avec notre proposition de sécurité emploi formation et ses composantes (droits sociaux : Smic à 1500 euros; les financements : création d'un FREF; droits et pouvoirs nouveaux) nous marquons des points. Le débat dans le 92 sur l'emploi avec toutes les forces de gauche l'illustre particulièrement. Trois exemples: la Sogerma; comité local dans le sud du département; transport aérien, filière aéronautique, maintenance.

Gérard Mazet - Paris

Nos 3 % à la présidentielle, les difficultés du rassemblement, le rouleau com-

presseur de la mondialisation expliquent les doutes pour modifier la donne. À quelques mois de la présidentielle la situation reste très ouverte. Rien n'est écrit d'avance. Donnons de la visibilité au rassemblement qui se construit, montrons la diversité de ceux qui s'engagent. Soyons offensifs pour aider à mettre en place les comités. Montrons les possibilités de la période politique. Le mouvement antilibéral est devenu majoritaire à gauche. Il est profond car il s'appuie sur le rejet du système. L'efficacité de l'activité militante doit aussi nous inciter à faire de cet été un grand moment de renforcement pour notre parti.

Dominique Grador - Corrèze

Des aspirations de changement se font entendre, le programme du PS y fait écho et s'affiche comme un programme social-démocrate. Le dire, ce n'est pas limiter notre critique et la confrontation nécessaire sur l'efficacité sociale des propositions en débat à gauche, c'est reconnaître que ce que nous disons de l'intervention populaire et ce à quoi nous travaillons pour faire bouger toute la gauche. L'utilité pour le rassemblement et l'originalité qui légitime la candidature de M.-G. Buffet, c'est d'être force de transformation et d'union pour battre la droite et réussir à gauche, pour une alternative majoritaire, exigeante jusque dans un gouvernement. De toutes ces questions, faisons une affaire populaire.

Pierre Dharréville - Bouches-du-Rhône

Nous avons connu une accélération sur le front du rassemblement antilibéral, et aujourd'hui un ralentissement. Nous devons prendre une initiative pour débloquent et enclencher la dynamique populaire. Il y a de nombreuses questions auxquelles il faut répondre, et notamment celle de la candidature qui est dans toutes les têtes et qui stérilise. Il y a une difficulté à l'aborder. Je me demande même si nous ne devrions pas écrire une lettre, une contribution vers tous ceux et celles avec qui nous voulons avancer dans les collectifs. Proposons des réponses, argumentons sur notre proposition. Elle peut permettre au rassemblement de se cristalliser. Et en même temps, soyons sur le front des luttes.

Pierre Lacaze - Haute-Garonne

Besoin d'initiatives du Parti. L'appel de Marie-George est maintenant daté. Besoin d'autre chose. Continuer dans la mise en place des collectifs d'union populaire à travailler sur le contenu et avoir le débat sur les candidatures, celle de Marie-George a une plus grande crédibilité de par son parcours de parlementaire et de ministre. D'autres défendent en sous main sur un discours anti-parti la candidature de J. Bové ou d'autres. À Toulouse certains parlent d'une réunion nationale des collectifs fin juin pour décider du nom du candidat. Nous devons avoir une position commune sur cette question. Le candidat doit être désigné par des dizaines de milliers de citoyens et non quelques politologues.

Karine Jarry - Marne

D'accord avec la proposition de Pierre Dharréville: prendre une nouvelle initiative sur le fait que la candidature de M.-G. Buffet peut porter efficacement le rassemblement autour d'objectifs antilibéraux, l'apport communiste

dans la construction d'une alternative pour changer la donne. C'est, au fond, une question d'avenir posée maintenant. Ni Bové, ni Besancenot et la LCR ne peuvent porter ces perspectives, ils le disent eux-mêmes. Assumons ainsi notre apport ces derniers mois et dans la construction des contenus pour l'avenir, nous préparons dans ce sens des assises régionales pour l'emploi. Notre fonction est ainsi pleinement liée à une appropriation populaire de toutes les questions.

Frédéric Dutoit - Bouches-du-Rhône

Le Parti a la responsabilité de créer toutes les conditions pour que le rassemblement antilibéral soit porté par une candidature commune. Pour que les Français puissent intervenir en ce sens, il faut débloquent la situation sur la candidature. Le Parti doit proposer un processus démocratique à tous ceux qui le souhaitent pour désigner ensemble cette candidature.

Marie-Pierre Vieu - Hautes-Pyrénées

Je rappelle que nous sommes entrés en campagne électorale, que c'est alors sur la mise en œuvre de notre démarche qu'il faut avancer. Après avoir lâché sur le CPE, le gouvernement reprend son offensive politique et idéologique "droitisant" les termes de la confrontation. Il faut crédibiliser l'idée d'alternative, d'où le triple besoin d'avancer sur les questions de contenu, rassemblement, déploiement de l'intervention et organisation communiste pour articuler les deux. Il y a urgence à donner une dimension populaire aux collectifs d'union populaire. Pierre Lacaze a raison de souligner la nécessité de bien travailler la jonction, souveraineté des communistes et souveraineté de ces collectifs.

Nadine Stoll - Haute-Garonne

Une dynamique nouvelle est née avec l'appel co-signé du 11 mai, très attendu dans et hors le PCF, suite logique de la campagne du 29 mai, de notre Congrès. Le collectif 31 s'est immédiatement créé sur la base de cet appel et de la Charte. Les questions publiques portent sur le mode de désignation de la candidature et sur « comment éviter les récupérations de tel ou tel parti »? Revient souvent l'idée d'une candidature non issue des partis pour y parer et pour faire face au discrédit des partis politiques surtout dans les quartiers populaires. Danger d'une candidature perçue comme imposée! Envisager toutes les solutions, y compris celle que les citoyens jugeront eux-mêmes la plus rassembleuse.

Hervé Bramy - Seine-Saint-Denis

Je réfute l'argument qu'un candidat hors parti serait en capacité de mieux rassembler. Être hors parti n'est pas un gage de légitimité, ni même de rigueur sur la durée. Face à la crise de la politique, nous pouvons faire la démonstration que la candidature populaire de Marie-George, portée par un large collectif de militants et de citoyens, répond aux critères. Ceux-ci peuvent s'élargir aux milliers de citoyens et d'acteurs qui co-élaborent des politiques soumises au débat par



les élus communistes. Ces espaces publics sont des lieux de mise en cause du libéralisme et de recherche d'alternatives. Les élus communistes peuvent jouer un grand rôle d'élargissement des comités d'union populaire.

Moustapha Gueye - Paris

La construction de la dynamique de rassemblement populaire est nécessaire. Elle nous emmène à affirmer des principes forts qui montrent la nécessité d'une politique basée sur la mise en valeur des droits fondamentaux des citoyennes, citoyens français, immigrés, des nouveaux arrivants. Cette démarche doit intégrer des politiques fortes en matière d'emploi, de développement liés à la mobilité des personnes. Mettre l'accent sur le traitement à l'égalité des personnes. Pour ce faire, il nous faut nous identifier au rassemblement populaire. Il n'y a pas d'autres possibilités que ce rassemblement pour une alternative antilibérale, pour une émancipation humaine.

Emmanuel Dang Tran - Paris

La signature sans l'avis du CN de l'appel pour des « candidatures communes » est un coup de force visant à l'effacement du PCF, même si M.-G. Buffet devait être candidate. Les collectifs flous supplacent l'organisation PCF. La ligne se réduit à un « antilibéralisme » consensuel, rabattant pour le PS. La réunion de ces clubs évince le rôle du PCF dans le rassemblement de ceux qui luttent, du non de classe. Ne cultivons pas l'illusion d'une rupture avec le PS. La place du Parti est d'impulser les luttes sur des propositions communistes comme les renationalisations, le rejet des direc-

tives de l'UE... Les candidatures PCF, nécessaires, prendraient leur sens pour bousculer le jeu de l'alternance.

Fabienne Debeauvais - Somme

Au nom des citoyens, citoyennes, en précarité, je lance un SOS aux membres du Conseil national. En 2005, la campagne d'augmentation du pouvoir d'achat de + 300 euros lancée est restée en suspens. Il y a urgence aujourd'hui d'être un parti communiste à la hauteur de ce qu'il était en 1936, fort de militants, acteurs, combattifs, mobilisateurs, avec le peuple dans les entreprises et les quartiers. Nous devons agir pour une augmentation du pouvoir d'achat des retraités, Rmistes, chômeurs, smicards, handicapés et jeunes. Se mobiliser, interpeller fortement gouvernement et représentants locaux pour exiger la répartition des profits permettant le développement économique et l'emploi.

Marie-Françoise Michenaud - Vendée

Nous avons choisi, en Vendée, de créer les conditions pour que l'idée même d'un véritable changement de société soit portée par le peuple de gauche, dans lequel les communistes s'engagent, pour que l'idée d'une victoire possible soit admise. Il s'agit de créer le rassemblement populaire, de l'élargir. Au sein des collectifs d'union populaire créés en Vendée, deux exigences émergent : débattre à partir des luttes locales des propositions antilibérales des uns et des autres, aller jusqu'au bout du processus démocratique enclenché pour l'élaboration d'un projet antilibéral, anticapitaliste et pour le choix ces candidatures au sein de ces collectifs.

Sylvie Larue - Ile-et-Vilaine

Appel signé par le Parti, point d'appui important. Plus de 100 signataires et 120 personnes participent à un débat

organisé sans l'aide des partis (ni PCF, ni LCR). Événement politique à Rennes. Enthousiasme, responsabilité et conscience des obstacles à surmonter : des pratiques délégataires prégnantes nécessitent que nous portions notre conception nouvelle de la politique, le « tous ensemble » est une condition de l'irruption du peuple dans l'espace politique : pas de comportement hégémonique d'une force sur les autres. La dynamique sera forte si les appareils sont dépassés. Implique un effort collectif des militants. Contribuons à l'émergence d'une nouvelle culture politique.

Gisèle Cailloux - Hauts-de-Seine

Les communistes ne sont pas mobilisés. Il faut être exigeant sur les contenus pour qu'ils introduisent un changement durable. À contenu exigeant, exigence sur la candidature. Celle de M.-G. Buffet se pose alors en d'autres termes, pas comme une affaire de clocher mais comme capable de porter ces exigences. La question de l'emploi peut être un levier politique. Les assises sur l'emploi peuvent mobiliser le Parti, répondre au lien action et construction politique, favoriser le rassemblement sur des contenus.

Chantal Delmas - Val-d'Oise

La candidature de M.-G. Buffet ou pas n'est pas la priorité du débat. Ce qui prime, c'est de rendre audible l'offre politique de la candidature commune antilibérale et affirmer que l'on peut gagner. Les contenus existent déjà en partie avec la Charte des collectifs du 29 mai (à améliorer bien sûr). Il nous faut écouter ce que veut dire un J. Bové à 9 % : capacité de résister, de ne pas flancher une fois au pouvoir, porteur de désobéissance civile, même si ce ne sont pas les seuls critères à retenir, la crise de la politique est là. Pour toutes ces raisons, je pense qu'il est important que l'en-

semble des porte-parole de la candidature antilibérale soient bien visibles lors de la Fête de l'Humanité.

Jean-Michel Ruiz - Val-d'Oise

Faire percevoir que le vrai vote utile est le vote antilibéral. Candidat issu d'un parti ou pas comme préalable ? Ce débat est inaudible par les citoyens alors que la campagne des antilibéraux n'est pas lancée et il freine même la dynamique. Urgence de lancer la campagne sur les contenus, de créer partout des comités locaux, réellement populaires, dans lesquels le PCF prend toute sa place. Importance de renforcer le PCF. Organisation de journées fortes à Argenteuil pour faire signer l'appel unitaire et proposer l'adhésion.

Fabienne Pourre - Val-de-Marne

Les obstacles et les difficultés identifiés (non-signature de l'appel de M.-G. Buffet, non dynamique populaire du 2^e appel, rassemblement étrié du 29 mai) posent toute la question du rassemblement. Pour les communistes, le rassemblement c'est leur raison d'être, leur identité. N'ayons pas de discours culpabilisants à cet égard. Les communistes sont militants associatifs, syndicalistes... Sachons les reconnaître, considérer qu'ils sont des pôles de rayonnement. Ils peuvent être acteurs de réels comités d'union populaire dans les quartiers. J'ai la conviction que plus les comités seront populaires et de proximité, plus la candidature de M.-G. Buffet aura des chances d'être portée.

Frédéric Genevée - Val-de-Marne

Comme à l'époque du Front populaire - dans des conditions totalement différentes - nous avons pris l'initiative d'une innovation stratégique majeure. Le rassemblement antilibéral comme condition du rassemblement majoritaire. Mais une innovation, ce n'est pas un long fleuve tranquille, elle

peut susciter des difficultés. C'est normal mais c'est un défi extraordinaire que nous avons relevé et continuons de relever avec intelligence. Comme en 1936, nous sommes à la veille d'une grande victoire.

Richard Sheehan - Yvelines

Devant la repolitisation de la société, la médiatisation autour de Sarkozy et Royal vise à déplacer le débat vers la question de la « sécurité ». Loin de la question sociale et de faire des acteurs potentiels de la construction des simples spectateurs. Le monde du travail est au cœur des transformations. Développer notre activité, créer des comités d'union populaire sur les lieux de travail est déterminant pour le changement. D'accord avec Y. Dimicoli sur le fait que les « contenus » sont insurpassables des « moyens » et des « pouvoirs », l'édition du programme doit inclure la démarche. Le rapport de Patrice donne confiance. Partageons nos travaux avec tous les communistes dans les jours à venir.

Yannick Monnet - Allier

Les communistes de l'Allier ont connu une montée de fièvre subite suite à l'annonce d'une candidature Bové, soutenue par le Parti, dans notre département. Démenti sans ambiguïté par Marie-George et notre fédération. Le traumatisme du 21 avril ne doit pas troubler certains au point de préférer des candidatures médiatiques au projet communiste rassembleur. De plus, si Bové était aussi populaire, il serait déjà député de l'Aveyron. Ce sont les communistes, dans chaque circonscription, qui seront souverains du choix des candidats, étudiant toutes propositions avec intelligence et conscience politique, s'inscrivant dans la perspective d'une candidature communiste à la présidentielle, rassembleuse et utile. ■

Intervention de Marie-George Buffet



C'est vrai que la mise en œuvre de ce rassemblement est difficile ! Cela ne sert à rien de se cacher les choses. C'est difficile parce que nous nous efforçons de faire dérailler toute la machine qui vise à inscrire définitivement le bipartisme et les alternances dans le cadre libéral. Le défi est énorme.

2007 est une étape importante. Mais nous devons poursuivre cette démarche après ces échéances, afin que puisse durablement exister, dans ce pays, une force politique crédible capable de porter le changement.

Le potentiel existe dans le pays. Face à toutes les attaques de la droite, un très grand nombre d'hommes et de femmes cherchent un moyen pour transformer leur rejet des logiques

du tout marchand, leur rejet de ses politiques, en aspirations positives. En réponse à cette aspiration, nous ne pouvons pas faire de la présence d'un candidat du PCF aux élections présidentielles une victoire.

La victoire, c'est qu'il y ait un candidat porteur d'un projet antilibéral, porteur de réformes aptes à changer la vie, porteur d'espoir et je crois profondément que ce ou cette candidate devrait profiter du potentiel du PCF : c'est pourquoi j'ai dit que j'étais disponible pour mener ce combat.

Je n'ai pas envie de dire que nous sommes du « camp antilibéral » : nous ne sommes pas d'un camp. Nous voulons simplement rassembler tous les hommes et les femmes qui veulent faire gagner la gauche dans les idées, dans les luttes, dans les urnes, sur une vraie dynamique de changement. C'est toute la force de notre ambition.

Pour cela, il faut assurer notre présence dans les luttes en multipliant les initiatives. Je pense aux assises pour l'emploi, mais aussi à tout ce que nous pourrions faire cet été pour éviter l'expulsion des enfants de sans-papiers, pour faire connaître nos propositions sur le pouvoir d'achat, la santé ou pour rendre effectif un vrai droit aux vacances.

Je propose donc d'organiser cet été un millier de rencontres dans les quartiers populaires sur toutes ces thématiques qui intéressent les Français et les Françaises.

De la même façon, il faut être plus réactifs et plus présents dans la bataille des idées. Et en ne se battant pas seulement sur « notre terrain », sur la question sociale ! Nous ne devons pas avoir peur d'aller débattre sur les thèmes favoris de Sarkozy. L'insécurité ? Sarkozy a échoué. Ségolène Royal a donc tort de se mettre dans ses pas. Un tract du PCF, avec nos propositions, est en préparation.

Sur le rassemblement, soyons clairs sur nos objectifs. Affirmons clairement que nous voulons battre la droite. J'entendais Olivier Besancenot à la télévision hier, qui posait des conditions pour appeler à battre la droite, après le premier tour. Nous ne pouvons pas accepter une telle démarche. Soyons clairs, nous appellerons évidemment à battre la droite. Et s'il faut mettre des conditions au PS, mettons-les dès aujourd'hui en nous battant pour un rassemblement sur un projet audacieux en rupture avec toutes les politiques menées depuis des années !

C'est bien le rôle des collectifs d'Union populaire ! Il faut être à

l'initiative de leurs créations, dans les villes, les quartiers, les entreprises, en s'efforçant qu'ils soient effectivement populaires et unitaires.

A propos de la candidature, nous ne devons pas avoir peur d'argumenter en quoi une candidature communiste sert un projet audacieux, en quoi elle garantit la réussite de ce rassemblement. Je ne reviens pas sur les critères que Patrice a énoncés dans son rapport, mais pour réussir, il faut du sérieux et des garanties. Un parti offre de tels gages de sérieux et d'engagement.

Il faut bien se rendre compte que la campagne est déjà partie : bien sûr,

le débat Royal-Sarkozy rappelle un peu la Star Academy. Mais ne nous y trompons pas : ils émettent des idées et débattent autour de propositions. Ils parviennent à ce que des idées soient identifiées à leur candidature. Faisons donc la même chose pour que notre projet soit identifié à un ou une candidate.

Un dernier mot sur l'Humanité. L'initiative du 17 est très importante. Mais prenons aussi des dispositions concrètes pour élargir la diffusion militante du journal. Préparons aussi la Fête avec une grande diffusion de la vignette. ■

Communistes Supplément à l'Humanité

Équipe de rédaction

2, place du Colonel Fabien - 75019 Paris

Mèl : communistes@pcf.fr • Télécopie : 01 40 40 12 46

DIRECTEUR : Jean-Louis Le Moing • Tél. : 01 40 40 11 67

RÉDACTION : Patrice Falguier • Tél. : 01 40 40 13 59

Élisabeth Ackermann • Tél. : 01 40 40 11 06

RELECTURE : Jacqueline Lamothe

MAQUETTE : Stéphane Paturey - Zouhaïr Nakara

COMITÉ DE RÉDACTION : Élisabeth Ackermann - Gérard Busque - Brigitte Dionnet

Patrice Falguier - Jacques Fath - Joëlle Greder - Madeleine Hivernet

Jean-Louis Le Moing - Franck Mouly - Denis Rondepierre - Gérard Streiff

ONT PARTICIPÉ À LA RÉALISATION DE CE NUMÉRO : Gérald Briant

Madeleine Hivernet - Cécile Jacquet - Gérard Le Bihan - Claudine Ludwig

SECRETARIAT : Monique Douchin - Claudine Desmaison